

COREM: une grève qui attire le lock-out

Simon Boivin

La seule journée de grève que prennent aujourd'hui une quarantaine d'ingénieurs et de professionnels du Consortium de recherche minérale (COREM) a toutes les chances de se transformer en lock-out pour eux.

La convention collective de ces employés du COREM, situé au coeur du parc industriel Saint-Malo, est échue depuis décembre 2009. La question salariale est la pierre d'achoppement des discussions. Sur 150 employés, cette quarantaine de travailleurs, représentés par l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ) et le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ), sont les seuls sans entente.

Ils tiennent aujourd'hui une journée de grève dans l'espoir de débloquent les négociations. Gaston Plante, de l'APIGQ, soutient que le consortium perd ses employés en raison des salaires. "On veut passer le message qu'avec tout le Plan Nord et l'industrie minière, les dindons de la farce, c'est les ingénieurs et les professionnels chez COREM", dit-il.

Mais, à partir du moment où les syndicats "déclenchent les hostilités", la partie patronale n'entend pas rester les bras croisés. Elle se dit "très à l'aise" avec son offre finale, déposée fin mai, et la compétitivité des salaires offerts. "On leur a dit que, dans ce cadre-là, le retour au travail sera fonction d'une entente que l'on souhaite la plus rapide possible", dit Marc Gravel, porte-parole pour le COREM.

Le consortium de recherche est financé par les gouvernements du Québec, du Canada, et des entreprises telles qu'ArcelorMittal et Rio Tinto.